

Pour terminer, je dirai que, dans un certain sens, et vu mes convictions philosophiques et sociales, je ne suis pas vraiment surpris de ce qui se passe au Canada. L'absence de toute planification économique, le fait que le gouvernement s'en remette entièrement aux décisions de l'entreprise privée pour ce qui est de veiller aux intérêts des Canadiens, le fait qu'absolument rien n'ait été entrepris pour promouvoir des investissements dans des régions socialement défavorisées et l'insouciance complète du gouvernement, du parti libéral et, en fait, aussi de l'opposition officielle pour ce qui est de veiller à ce que l'économie tienne compte des besoins des Canadiens et, autant que possible, des besoins des autres peuples de la terre, voilà les raisons fondamentales de l'échec du gouvernement actuel. A l'origine du fiasco de la politique gouvernementale, il y a le fait que ce gouvernement et, me semble-t-il, aussi l'opposition officielle s'en remettent aux décisions de grandes sociétés sises au Canada, mais contrôlées par des étrangers, pour ce qui est de la prospérité et de l'avenir de l'économie canadienne, quant au bien-être et aux conditions de vie de la population.

En plus des suggestions précises que j'ai faites, je dis que les gens devraient exiger une nouvelle orientation, une nouvelle politique, une participation plus grande du public à la conduite des affaires du pays et la répartition des investissements, de même que la ferme détermination du gouvernement d'accorder la plus haute priorité au plein emploi dans toutes ses politiques.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, la situation économique actuelle, au Canada, est alarmante, même «apeurante» et inquiétante.

J'entendais, tout à l'heure, le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), prononcer un discours. Je viens aussi d'entendre l'honorable député d'York-Sud (M. Lewis) brosser avec brio un tableau de la situation économique au Canada: 42 p. 100 des chômeurs sont au Québec; le Canada compte environ 600,000 chômeurs; on manque du nécessaire un peu partout; la jeunesse est inquiète; les pères de famille âgés de 40 ans sont excessivement inquiets; les vieillards sont dans le marasme, bref, la misère frappe un nombre de plus en plus grand de citoyens.

Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition officielle, de même que l'honorable député d'York-Sud ont très bien décrit la situation actuelle. Toutefois, il y a des solutions à apporter, et tous les députés, y compris les ministériels, connaissent la condition malheureuse faite à un trop grand nombre de citoyens.

On a mentionné la misère chez les étudiants, chez les jeunes qui ne peuvent se trouver d'emplois, chez les pères et mères de famille qui manquent du nécessaire dans leurs foyers. Tout cela est vrai, mais il y a des causes à cela, et les conditions tolérées par l'administration actuelle sont exactement les mêmes que celles qui existaient en 1961, alors que le Canada connaissait à peu près le plus haut niveau de chômage de son histoire. Au fait, il y avait près de 1 million de chômeurs, alors que le gouvernement conservateur progressiste comptait 208 députés, et détenait la majorité la plus élevée jamais accordée à un parti politique canadien. Et malgré cela,

c'est l'existence d'un million de chômeurs qui a sans doute aidé à renverser le régime Diefenbaker en 1962 ou 1963.

Monsieur l'Orateur, il y a des causes à cette situation, et l'on se refuse à les éliminer. Généralement, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Quand nous avons un système qui ne tient pas compte des réalités, c'est toute la population qui en souffre.

Monsieur l'Orateur, la première cause de l'état de choses actuel, c'est l'incurie des gouvernements, qui refusent de prendre leurs responsabilités.

Une autre cause, c'est l'inflation, dont on a fait mention il y a deux ou trois ans. Il y a deux ans et demi, le premier ministre actuel (M. Trudeau) disait: Au nom de l'inflation, je demande aux provinces, aux municipalités et aux commissions scolaires de cesser toutes dépenses. Nous n'améliorerons pas les services. Nous allons remettre à plus tard des travaux d'envergure nationale, ainsi que le développement de certaines régions qui sont dans la misère.

• (4.00 p.m.)

Monsieur l'Orateur, il y a à peine une dizaine de jours, le même premier ministre nous disait: L'inflation, nous l'avons combattue, elle n'existe plus. Pourtant, les prix sont demeurés les mêmes, et le nombre de chômeurs a augmenté depuis un ou deux mois. Conséquemment, pour ce qui est de l'inflation d'il y a deux ans et demi, le premier ministre mentait, ou bien il ment actuellement au nez du peuple canadien.

Monsieur l'Orateur, il n'y avait pas d'inflation, il y a deux ans et demi et il n'y en a pas actuellement. Ce dont souffre le Canada présentement, c'est de la déflation, du manque de pouvoir d'achat entre les mains du peuple canadien pour aller chercher la production qui existe au Canada. C'est là le problème qui existe dans notre pays.

Les impôts sont trop élevés. Nous réclamons une exemption de base d'impôt sur le revenu de \$5,000 pour les gens mariés et de \$2,500 à \$3,000 pour les célibataires. Le gouvernement, les ministres rient de nous. Cela n'a pas de sens, nous disent-ils.

De plus, notre système financier est idiot. Au nom de l'inflation, on a permis aux banques à charte d'augmenter leur taux d'intérêt de 6 p. 100 à 9 ou 10 p. 100, sous prétexte de combattre l'inflation. Le ministre des Finances (M. Benson) est au courant de cela. Il mentait, il y a deux ans et demi, ou bien il ment à la face du peuple canadien, durant la crise que nous traversons.

Monsieur l'Orateur, en dépit du fait que les créditistes dénoncent la stupidité du système financier depuis dix, 15 et 20 ans, on ridiculise nos propositions. On nous dit: L'application du Crédit social créerait l'inflation. Mais elle existe déjà et l'on veut faire avaler cela au peuple canadien!

Monsieur l'Orateur, la surabondance de produits constitue présentement une des causes de la situation de chômage au Canada.

J'étudiais les statistiques récemment. En plus de tous les salaires qui sont dépensés au Canada, les travailleurs canadiens de toutes les classes sociales doivent plus de 12 milliards aux compagnies de finance. Il s'agit de la moitié environ de l'argent en circulation au Canada présentement. On nous dit que pour remédier à la situation, nous allons faire des travaux d'envergure. Le chef de l'opposi-